Son Excellence Monsieur Nassir Abdulaziz Al-Nasser, Président de la Soixantième Sixième Période de Sessions de l'Assemblée Générale

Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies

Excellences Chefs d'Etat et de Gouvernement
Ministres et autres chefs de délégation
Excellences Ambassadeurs
Mesdames et Messieurs :

Avant tout, nous voudrions exprimer nos plus chaleureuses félicitations a l'éminent diplomate du Qatar, l'ambassadeur Nassir Abdulaziz Al-Nasser, pour sa récente élection comme Président de cette Assemblée, ainsi qu'à son intérêt que les débats portent sur des questions aussi pressantes que la médiation pour la résolution des conflits, la réforme du système des Nations Unies, la prévention et réponse aux catastrophes naturelles et le développement soutenable pour la prospérité mondiale.

Il y a dix ans, cette ville dynamique et vibrante qu'est New York, a été secouée par quelque chose impensables auparavant: les attaques terroristes contre les Tours Jumelles.

En conséquence, des milliers de personnes innocentes sont mortes de manière horrible, en laissant des familles et des amis dans une situation d'impuissance et de tristesse.

L'écho de cette situation de terreur s'est répandu par toute la planète, en laissant des cicatrices et un sillage de douleur qui n'a pas encore pu être oublié; et depuis lors, le monde n'est plus le même.

Pour garantir la sécurité, même dans des démocraties consolidées où règnent d'authentiques États de droit, ont été sacrifiées quelques libertés individuelles, auparavant considérées comme sacrées et immuables.

Quand la fumée des cendres n'avait pas encore pu s'éteindre, ni pleinement ramassé les décombres des Tours Jumelées, éclata la guerre en Afghanistan, laquelle, bien qu'elle puisse trouver une justification dans le fait de la défense légitime, a déjà produit, toutefois, une plus grande quantité de victimes que celle des attaques terroristes elles-mêmes.

Après ce fut la controversée occupation de l'Iraq, que non seulement a suscité polémique dans divers cercles de l'opinion publique internationale, mais qui a également contribué a

produire davantage de violence, provoquer de nouvelles victimes, nouvelles vagues de souffrance humaine, et une nouvelle période de destruction de richesses.

Les leçons apprises durant les dernières dix années sont celles de la nécessité d'un effort collectif pour éliminer le terrorisme comme pratique inhumaine, ainsi que ses racines économiques, sociales, politiques, culturelles, idéologiques et religieuses. Aussi de promouvoir un monde plus ouvert, plus tolérant, plus respectueux, plus disposé au dialogue et à la reconnaissance de la dignité humaine.

Monsieur le Président et chefs de délégations:

Un autre événement qui a agité le monde pendant la dernière décennie, a été la crise financière globale, provoquée par le manque d'application de règles claires dans le système financier international, l'arrogance, l'avidité et le souci effréné d'accumulation de richesses.

Cette crise a traversé plusieurs étapes, mais le plus grave en ce moment c'est la division qu'elle a provoquée dans les secteurs politiques et économiques les plus influents et puissants du monde, et de trouver les moyens pour appliquer une stratégie qui nous permet son dépassement.

Tandis que certains considèrent que ce qui convient en ce moment est d'appliquer des politiques stimulant les dépenses publiques, afin de promouvoir la croissance économique et la création d'emplois, d'autres considèrent que la priorité doit être donné à la réduction du déficit fiscal et au paiement de la dette souveraine.

Comment peuvent maintenant les marchés internationaux de capitaux exiger des gouvernements, le paiement d'une dette qui a été créé, dans bonne mesure, pour sauver du naufrage, précisément, les institutions financières ?

Cela parait incongru, et effectivement, en est ainsi.

La pression qu'exercent actuellement les marchés sur les États pour le paiement de la dette souveraine est due, fondamentalement, à l'effort effectué précédemment par ces mêmes États pour dégager aux banques de la situation de risque dans laquelle elles se trouvaient ou des banques qui étaient au bord de la faillite.

Pour éviter de tomber en cessation de paiements ou *default*, et de voir leurs économies s'effondrer d'avantage, les gouvernements ont dû céder à la pression des marchés, en l'appliquant de graves politiques d'austérité.

Ces politiques ont diminué de manière significative la qualité de vie des citoyens, en donnant naissance à un malaise social qui s'exprime par le biais de mouvements de protestation, qui érodent la légitimité et la base d'appui des gouvernements.

Même s'il paraît paradoxal, dans quelques pays d'économies développées, la perte d'appui populaire aux gouvernements a provoqué leur effondrement, et par conséquent, similaire aux coups d'État, a donné naissance à un nouveau phénomène politique que, à manque, peut-être, d'un nom plus approprié, nous pourrions qualifier de « coups de marché ».

Ce qui est remarquable dans cette situation est que, si nous savons qu'il faut des ressources pour sauver le système financier international, stabiliser l'économie mondiale et retourner à des niveaux de croissance économique et prospérité, nous savons aussi ou ces ressources se trouvent.

Par exemple, on sait que bien que quoique chaque jour ils circulent par le monde quatre billions de dollars, sous forme de transactions financières sur les marchés de capitaux, il n'a pas été établi une charge qui permet l'accroissement des ressources fiscales.

Combien pourraient lever les gouvernements s'ils établissaient une charge de 5% aux quatre billions de dollars qui circulent quotidiennement de par le monde ?

Cela donnerait 20 milliards de dollars chaque jour, qui multiplié par cinq jours de travail à la semaine, produit une quantité de 100 milliards de dollars.

Si, à son tour, nous multiplions ce chiffre pour les quatre semaines du mois, nous aurions des recettes mensuelles pour 400 milliards de dollars.

Mais ces 400 milliards de dollars mensuels, multipliés de leur côté, pour les douze mois de l'année, font apparaître un chiffre de 4 mil 800 milliards de dollars.

Monsieur le Président, avec 4, 800 milliards de dollars, non seulement serait résolu ce qui est relatif à la dette souveraine de quelques pays, mais en même temps on disposerait de ressources fraîches pour l'investissement ce qui permettraient un dépassement rapide de l'actuelle crise financière et économique mondiale.

Mais si on considérait que celle-ci n'est pas une voie adéquate pour le prélèvement de recettes par les États, que dire alors des 10 milliards de dollars que, selon plusieurs rapports d'institutions internationales de consultants, sont déposés dans des paradis fiscaux ?

Comme il est connu, pas un centime de ces réservoirs, lesquels augmentent dans plus de 600 milliards de dollars chaque année, n'arrive à la direction d'impôt des gouvernements.

Pendant ce temps, pour ne pas prendre de mesures de cette nature, c'est-à-dire, pour ne pas grever les transactions financières internationales ni les dépôts bancaires dans les paradis fiscaux, persiste la crise financière et économique globale, les citoyens s'indignent en voyant ses conditions de vie restreintes, les protestations sociales se multiplient, les gouvernements sont menacés par l'absence de gouvernance, le chaos se répand dans les sociétés et l'incertitude se développe partout.

En fin, on nous impose d’accepter une situation d'injustice sociale aggravée, étant donné le pouvoir irréfutable et irréfrénable d'un cercle de l'élite économique mondiale.

Monsieur le Président, distinguées personnalités présentes, malgré la diversité de problèmes globaux qui nous affectent, je voudrais, en réalité, me référer seulement à l’un d'eux.

Il s'agit de la spéculation financière sur les prix des aliments et du pétrole. A ce propos, la République dominicaine soumettra une proposition de résolution devant cette Assemblée Générale.

Depuis 2005 on a pu constater un accroissement continu des prix des aliments, ainsi que du pétrole et ses dérivés.

Entre 2006 et 2008, le prix de la soja a été augmenté de107% ; celui du maïs, de 125% ; le riz, de 127% ; et le blé, de 136%.

Conformément à l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, suite à ces accroissements de prix, 150 millions de personnes se sont ajoutées à l’armée des affamés.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le nombre de personnes sans accès à des aliments de base est au dessus du milliard d'habitants, ce qui représente presque la sixième partie de la population mondiale.

Avec la récession arrivée dans la seconde moitié de du 2008, les prix des aliments ont baissé, et en général, on a cru être de retour à une situation de prix accessibles des aliments et à une situation de stabilité.

Toutefois, avec la légère hausse et la réactivation de l'économie mondiale durant l'année 2010, les prix ont monté à nouveau, et pour cette année dans différentes parties du monde déjà ont été ressentis à nouveau les dommages d'un processus inflationniste.

Une situation semblable s'est produite avec le prix du pétrole. Après avoir tombé à douze dollars le tonneau dans l'année 1998, dix années plus tard, c'est-à-dire, en juillet le 2008, deux mois avant la faillite de Lehman Brothers, le pétrole a été coté à 147 dollars le tonneau.

De manière paradoxale, à la fin de l’année 2008, le prix du brut était tombé de manière tellement bruyante que sur les marchés internationaux il arrivait à 37 dollars le tonneau.

Comment expliquer cet absurde, que de 147 dollars le tonneau, le prix baisserait, en question de quatre mois, à 37 dollars?

Il a été dit que, tant dans le cas des aliments comme du pétrole, ce qui explique ces augmentations colossales de prix, a été soit la croissance de la population mondiale, soit l'augmentation de la demande des économies émergentes, spécialement chinoise et de l'Inde, soit

les effets du changement climatique et les tensions géopolitiques dans quelques régions du monde en conflit

Il n'y a pas de doute que, dans certaines circonstances, certains de ces facteurs ont joué un rôle dans la détermination des prix, mais on a prétendu aussi diminuer le poids qui a eu un nouvel élément sur les marchés internationaux : celui de la spéculation financière dans les contrats de futur des produits de base.

Conformément au critère de prestigieux analystes internationaux, d'un 30 à 40% des hausses de prix des *commodities* ou produits de base, obéit à l'impact ou l'influence qui a la spéculation financière dans les contrats de futur.

Étant donné cette situation que nos peuples importateurs d'aliments et de pétrole vivent chaque jour, la République dominicaine a considéré la nécessité de proposer l'établissement de mesures de règlement, de portée internationale, pour garantir la transparence des marchés et la stabilité des prix.

Pour cela il est indispensable de fixer une limite au volume de transactions que puissent effectuer sur les marchés de futur ces participants, comme compagnies d'assurances, banques d'investissements, fonds de pensions et des fonds patrimoniaux, entre autres, qui n’ont rien à voir avec l'opération physique du produit.

En général, il est important aussi d’augmenter le dépôt de garantie à fournir dans l'abonnement des contrats à futur, comme une manière de décourager des opérations spéculatives qui contribuent seulement à la volatilité des prix, à l'incertitude, et le manque de prévisibilité sur les marchés.

Nous croyons, Monsieur le Président, qu'avec l'adoption de cette résolution, nous avanceront dans la solution d'un problème grave qui condamne à un important secteur de l'humanité à la faim et à la misère.

Enfin, ce qui cherche notre initiative est quelque chose de très simple, mais d'importance transcendantale : obtenir que cette Assemblée Générale des Nations Unies déclare, au bénéfice du genre humain, que les aliments ne puissent pas être considérés comme un actif financier.

Les aliments devraient servir seulement pour garantir la survie de l'espèce humaine sur la planète.

Merci beaucoup !